

# La violence mobilisatrice

## Dans le piège de la compréhension : le terrorisme comme « troisième totalitarisme »

JAN-WERNER MÜLLER

ENTRE Occidentaux, la « guerre contre la terreur » est aussi une confrontation autour de la manière dont on définit l'ennemi (9). Il est intéressant que ce soit la gauche antitotalitaire – souvent appelée « les Faucons libéraux » aux États-Unis – qui ait jusqu'à présent mis en œuvre l'outillage théorique le plus lourd : les Faucons considèrent le défi terroriste comme un totalitarisme ou un « islamo-fascisme ». Entre-temps, des politiciens de gauche, qui ne sont pas tout à fait étrangers à la théorie, ont repris ce diagnostic : fin 2003 déjà, Joschka Fischer avait appelé le terrorisme d'inspiration islamique un « troisième totalitarisme » – après le national-socialisme et le stalinisme –, et il avait confirmé cette caractérisation dans son traité sur *Le Retour de l'histoire* (10). Des politiciens d'obédience similaire, comme le ministre britannique des Affaires européennes Denis McShane, ont suivi l'exemple de Fischer.

Pour certains intellectuels de gauche américains, comme Paul Berman, il existe une ligne qui va des États totalitaires de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle au terrorisme islamique d'aujourd'hui, d'abord parce que de nombreux penseurs islamiques ont été directement influencés par des intellectuels fascistes, et que les uns et les autres propagent une « utopie de la purification » (Gerd Koenen). Mais il ne s'agit pas uniquement de relations de filiation. Les terroristes, comme Walter Laqueur l'a remarqué, veulent la guerre totale et démolissent délibérément toutes les séparations conceptuelles et morales entre soldats et civils. Pour des théoriciens comme Berman, le totalita-

risme, la terreur et le culte de la mort sont en fin de compte indissolublement liés, aussi bien historiquement et psychologiquement qu'intellectuellement.

Dans beaucoup de milieux de gauche, on s'est débarrassé de la théorie de Berman en la traitant comme un résidu de la guerre froide. Les théories sur le totalitarisme, reproche bien connu, ne serviraient jamais qu'à effacer les différences politiques et d'abord morales. Dans les années 1960, principalement, de nombreux penseurs de gauche en Allemagne ont assimilé antitotalitarisme et banalisation du national-socialisme. Les idéologues va-t-en-guerre de droite étaient toujours antitotalitaires. Ces préjugés n'ont jamais totalement disparu.

Contre Berman, on a objecté en plus que le totalitarisme se concrétisait toujours dans un État et que Al-Qaïda était précisément un réseau non étatique, voire anti-étatique. C'est méconnaître que les premières définitions du totalitarisme, qui se rapportent à l'Italie de Mussolini et qui furent élaborées par des antifascistes de gauche et libéraux, percevaient le totalitarisme avant tout comme un mouvement. Ce qui était décisif, ce n'étaient pas les méthodes et les formes politiques du totalitarisme, mais que des idéologies totales aient pour ambition d'investir totalement l'homme. De fait, il y eut une tension durable entre l'État et le mouvement dans l'histoire de l'Italie fasciste et de l'Allemagne national-socialiste. De nombreux théoriciens du totalitarisme, et aussi des étatistes comme Carl Schmitt, considèrent que l'ambition du national-socialisme était certes la domination totale, mais qu'il détruisit de l'intérieur l'État, instrument moderne de domination par excellence. Les régimes totalitaires, c'est une thèse

(9) N.d.l.r. : Traduction par Françoise Manent d'un article paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 septembre 2005.

(10) N.d.l.r. : Cf. Jan-Werner Müller, « L'ordre mondial selon Joschka Fischer », *Commentaire*, n° 112, hiver 2005-2006, p. 1055.

célèbre de Hannah Arendt, ne sont jamais en repos, ils sont perpétuellement en mouvement et doivent sans relâche mobiliser politiquement la population. C'est cela qui les différencie des tyrannies statiques telles qu'on les définissait depuis l'Antiquité : une sorte de détournement du bien commun au profit personnel du tyran et de son entourage. Les tyrans et les despotes sont contraints, il est vrai, d'inspirer la crainte, ainsi que le remarquait en particulier le grand philosophe des Lumières Montesquieu, mais ils préfèrent le sujet qui se réfugie, intimidé, dans la sphère privée. Les régimes totalitaires, en revanche, tentent de détruire cette sphère privée, comme ils essaient aussi de détruire tout ce qui peut différencier les citoyens les uns des autres : des êtres marqués par le totalitarisme sont des hommes-masse sans qualités que l'on maintient dans un état d'effervescence artificielle d'une part, et dont la cohésion est assurée par ce que Hannah Arendt appelait le « lien de fer » de la terreur d'autre part.

Mais ce serait jouer sur les mots que de considérer que, parce que l'on insiste souvent sur le fait qu'Al-Qaïda se caractérise comme un mouvement ou un réseau, cela suffit à prouver qu'il s'agit d'un totalitarisme de groupes islamiques radicaux. Le caractère dynamique d'Al-Qaïda dérive plutôt des contraintes imposées par la tactique et le manque de ressources. C'est pourquoi beaucoup d'experts voient aussi dans les actes terroristes des actes de désespoir politique, après l'échec presque partout, de l'Algérie à l'Afghanistan dans les années 1980-1990, de l'islamisme politique qui s'était donné pour but de s'emparer du pouvoir d'État.

Il est difficile également de considérer le « franchising » de la peur et de la terreur par Ben Laden comme une nouvelle forme de régime au sens où l'entendent Hannah Arendt ou Montesquieu. Assurément, il est exact que les cadres terroristes veulent avoir la mainmise totale sur leurs membres, mais c'est aussi valable pour les sectes. Un mouvement totalitaire doit tôt ou tard s'emparer de réels instruments de domination, et cela veut dire, encore et toujours : s'approprier un État. Sinon, il faudrait parler, paradoxalement, d'une sorte de « totalitarisme dans l'opposition ».

Le totalitarisme, quant à lui, on ne doit pas l'oublier dans ce contexte, a toujours été un concept au service de la mobilisation poli-

tique, à commencer par les adversaires de gauche de Mussolini. Des Faucons libéraux tels que Berman sont assez honnêtes pour ne pas cacher que, derrière leur choix du concept, il y a une stratégie de la mobilisation.

Pour Berman, il s'agit surtout de mobiliser, au moyen d'analogies historiques, contre un danger qui, à ses yeux, continue d'être sous-estimé. Ce n'est qu'en remettant en mémoire le cauchemar du fascisme et du totalitarisme que l'on peut, selon Berman dans une contribution au *New York Times* du mois de mai de l'an passé, sortir les Européens du sommeil de la raison politique. Et puis, grâce à l'antitotalitarisme, une coalition de gauche liant des cultures politiques différentes paraît possible, coalition qui irait de l'est de l'Europe avec Adam Michnik jusqu'au groupe éclaté des libéraux de gauche américains, en passant par des Français comme André Glucksmann.

Pourtant, celui qui veut guider les autres au moyen d'analogies peut, en fin de compte, être facilement égaré à son tour par les analogies, et cela vaut également pour des penseurs comme Michnik et Berman malgré leur intégrité morale au-dessus de tout soupçon. Beaucoup d'intellectuels antitotalitaires n'éprouvaient aucune hésitation à définir la domination par la terreur de Saddam Hussein comme totalitaire. Des connaisseurs du régime considéraient ce diagnostic, au moins en ce qui concernait les années précédant 2003, comme fondamentalement faux. Il en allait peut-être autrement dans les années 1980 quand Saddam était vigoureusement soutenu par l'Occident. Saddam était, dans la phase finale, un tyran au sens classique du terme, qui intimidait ses sujets par sa cruauté, mais que les mobilisations de masse intéressaient peu.

Selon toute apparence donc, le diagnostic de totalitarisme masque les nouvelles réalités politiques au lieu de les révéler. Refuser d'accoler au terrorisme l'étiquette de totalitarisme n'a pas obligatoirement comme conséquence de le rendre plus inoffensif. Au contraire : si l'on considère Al-Qaïda non pas comme un mouvement organisé agissant au niveau mondial, mais comme une sorte de méthode et de label idéologique qui mobilise les acteurs politiques les plus variés, dans des contextes nationaux profondément différents, la menace, à maints égards, ne fait que grandir.

On finit toujours par démanteler un réseau. Il est beaucoup plus difficile d'agir contre des

électrons libres d'idéologie radicale, des ressentiments flottants et des formes de religiosité qui s'autoradicalisent et s'ancrent dans les cultures les plus diverses. En effet, ce qui rend la déterritorialisation de fait d'Al-Qaïda si dangereuse, c'est précisément cette aptitude à associer son idéologie à des conflits territoriaux, comme en Tchétchénie par exemple. Et là aussi il faudrait montrer une véritable capacité politique à faire des distinctions, au lieu de se contenter, en cas de doute, de se laisser guider par l'association entre terrorisme et totalitarisme.

Il s'agit donc de comprendre que nous sommes en présence d'une nouvelle constellation qui ne se laisse en aucun cas réduire à une dimension généalogique, ou même de civilisation.

Comprendre ne veut certes pas dire avoir de la compréhension. Mais, par peur de tomber dans le « piège de la compréhension », des intellectuels de gauche ont trouvé refuge dans les comparaisons avec les régimes de terreur du xx<sup>e</sup> siècle. Cette tentative a été encore renforcée par l'issue des élections américaines : la *New Republic* et d'autres périodiques américains de gauche commentent déjà à plaider pour un « libéralisme anti-totalitaire » qui considère la terreur comme le défi moral numéro un de l'époque, à l'égal du communisme soviétique en son temps, et soustrait ainsi le Parti démocrate à l'influence de « Softies » comme Michael Moore.

Se montrer prudent à l'égard d'analogies faciles ne signifie pas que les expériences du

xx<sup>e</sup> siècle soient nécessairement totalement inutilisables pour une compréhension du présent. Olivier Roy, spécialiste français de l'Islam, a par exemple fait récemment remarquer qu'il n'était pas absurde de faire des rapprochements entre Al-Qaïda et les groupes terroristes européens des années 1970. Car Al-Qaïda n'a pas non plus élaboré une réelle stratégie politique ni une conception concrète du pouvoir. Il s'agit d'autre chose : visiblement, on espère que, grâce à des actes spectaculaires et affreux, on mobilisera, à l'échelle planétaire, de manière toute mystique, les masses musulmanes. Dans l'Europe occidentale des années 1970 prévalait également une logique de groupes s'autoradicalisant.

Les théoriciens de gauche des années 1950-1960 auxquels nombre de représentants de la thèse du totalitarisme islamique se sentent redevables, je pense à Claude Lefort ou à Cornélius Castoriadis, se sont toujours efforcés d'affiner leurs concepts au moyen d'analyses sociologiques précises. Aujourd'hui, en revanche, prévaut souvent une division du travail regrettable entre science de l'Islam et philosophie politique. Le plus tôt cette division sera surmontée, le mieux ce sera.

NB : Il y a deux ans, Joschka Fischer a défini la terreur islamique comme un « troisième totalitarisme ». Il se trouve aussi des politologues américains qui utilisent l'épouvantail de l'« islamo-fascisme » pour intensifier la guerre contre la terreur. Que cela serve d'exemple : une trop bonne mémoire peut vous induire en erreur.